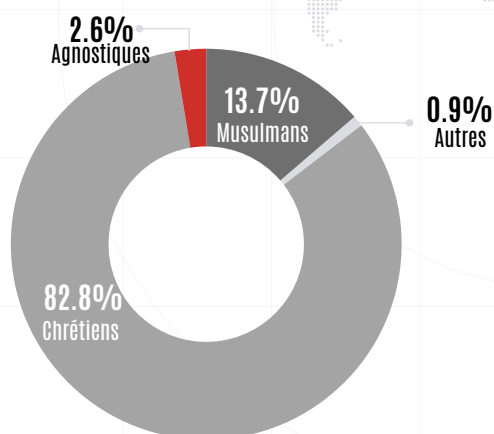


BULGARIE

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution bulgare, adoptée en 1991 et dont la dernière modification date de 2007¹, défend la liberté de religion et de croyance aux articles 13 (1-4) et 37 (1-2). Ces articles étendent cette protection à toutes les religions, reconnaissent le christianisme orthodoxe comme la « religion traditionnelle » du pays, et interdisent l'utilisation de la religion à des fins violentes ou politiques. La principale loi réglementant la liberté de religion et de croyance est celle de 2002 sur les confessions religieuses, qui prévoit des protocoles pour la reconnaissance juridique des confessions et des communautés religieuses. Tous les groupes religieux peuvent légalement pratiquer un culte sans se faire enregistrer, mais les groupes enregistrés bénéficient de certains avantages. L'Église orthodoxe bulgare est exemptée de l'obligation d'enregistrement en raison de son statut d'Église traditionnelle de Bulgarie².

En 2019, il y avait 191 groupes religieux enregistrés³. Ces dernières années, certains partis nationalistes

d'extrême droite ont tenté de réduire les droits des communautés non orthodoxes et de leurs membres. En 2014, sous le nom de « Patriotes unis », ils ont formé une alliance électorale comprenant le Mouvement national bulgare (VMRO), le Front national pour le salut de la Bulgarie (NFSB) et l'Union nationale Ataka. Cette alliance fait partie de l'actuelle coalition gouvernementale de la Bulgarie. Le 9 mai 2018, les trois plus grands partis politiques bulgares ont proposé une loi qui aurait pu être utilisée pour entraver les activités religieuses des minorités religieuses, mais ce résultat a été évité dans la version finale approuvée en décembre 2018. Le projet initial comprenait des restrictions à propos du financement étranger des groupes religieux et de la participation du clergé étranger en Bulgarie. Ce projet avait mûri au fil des ans, alors que l'on constatait des obstacles croissants pour les écoles de théologie, les formations du clergé, les activités missionnaires et les cultes à l'extérieur de bâtiments consacrés. L'un des aspects les plus litigieux de ce projet de loi était l'obligation, pour les groupes religieux, de faire passer de 300 à 3 000 membres le nombre minimum pour pouvoir demander leur enregistrement officiel⁴. Ce projet initial, qui aurait ainsi exclu les communautés catholique, protestante et juive des subventions d'État,

a provoqué les protestations des différentes communautés religieuses⁵. Grâce au soutien des institutions internationales des droits de l'homme, ces dispositions controversées ont été retirées du projet de loi voté à l'Assemblée nationale le 21 décembre 2018. Cela a été considéré comme une victoire pour la liberté religieuse dans un État membre de l'UE, et comme une leçon pour l'avenir. Les ordonnances municipales restreignant le droit de partager ses croyances en public, en particulier celles ciblant les Témoins de Jéhovah, ont été régulièrement contestées comme inconstitutionnelles devant les tribunaux, lesquels ont rendu un certain nombre de décisions favorables à la liberté religieuse⁶.

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Les Témoins de Jéhovah ont été victimes de plusieurs incidents⁷. En mai 2018, des vandales ont brisé les fenêtres du lieu de culte loué par les Témoins de Jéhovah à Petrich, et le propriétaire a ensuite décidé de mettre fin à leur contrat de location⁸. En juin et juillet 2018, un homme a agressé des Témoins de Jéhovah dans la rue à Nova Zagora à trois reprises. La police ayant reçu une plainte a promis qu'elle « rendrait visite à l'agresseur », mais celui-ci n'a pas été poursuivi⁹. En 2019 toutefois, la Cour suprême a donné raison aux Témoins de Jéhovah contre le Mouvement national bulgare (VMRO) dans une affaire de violence qui avait eu lieu huit ans plus tôt. Le 17 avril 2011, alors que des Témoins de Jéhovah étaient réunis pour commémorer la mort de Jésus, une soixantaine de personnes fanatisées par Georgi Drakaliev, chef du VMRO, les a brutalement attaqués. Les blessés ont porté cet incident devant les tribunaux et la Cour suprême s'est prononcée contre Drakaliev, l'obligeant à indemniser les victimes¹⁰.

Les musulmans ont également fait face à des marques d'hostilité. En juillet 2018, des habitants du village de Gradnitsa ont profané 55 tombes musulmanes et 14 tombes chrétiennes avant d'être arrêtés par la police. Le 5 juillet 2019¹¹, le Bureau du Grand mufti bulgare à Sofia a été attaqué par un inconnu, provoquant des bris de fenêtres. Cet incident s'est produit trois jours après que des croix gammées et autres symboles haineux ont été tracés sur les murs d'une mosquée de la ville de Karlovo. « Il s'agit typiquement d'un crime de haine. Malheureusement, en Bulgarie, personne

n'est condamné pour de tels crimes. Ils sont toujours imputés à des ivrognes ou à des hooligans », a déclaré Jelal Faik, porte-parole du Bureau du Grand mufti¹², qui considérait qu'il s'agissait là d'un « acte planifié et délibéré » et que la présence des nationalistes de « Patriotes unis » au sein de la coalition au pouvoir alimentait les sentiments islamophobes de certains Bulgares. Les communautés religieuses conviennent cependant que le nombre et l'intensité des attaques ont considérablement diminué. Néanmoins, les organisations juives se sont dites préoccupées par la montée des discours et actes antisémites. Elles ont également dénoncé les tentatives des dirigeants gouvernementaux de déformer les faits historiques de l'Holocauste et d'honorer des personnes complices de la déportation des juifs pendant la Seconde guerre¹³. À noter également que l'Église orthodoxe a accueilli froidement le pape François lors de sa visite en Bulgarie, les 5 et 6 mai 2019, à l'invitation des autorités politiques ; le Pape avait notamment célébré la première communion de 250 enfants dans la ville de Rakovski à majorité catholique. Le patriarche Néophyte et les membres du Saint Synode, à la tête de l'Église orthodoxe de Bulgarie, ont accepté de rencontrer le Pape (sans leurs vêtements liturgiques) mais ont refusé de célébrer un temps de prière ou un office avec lui. L'Église orthodoxe bulgare a toujours refusé d'engager un dialogue interreligieux avec l'Église catholique romaine, qui compte 44 000 membres dans le pays¹⁴. Malgré son tout petit nombre, cette communauté a développé des programmes sociaux au profit de la population locale. À Stara Zagora, près du quartier Rom, les Salésiens ont construit une école et une église dans le style oriental¹⁵.

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Les espoirs de dialogue interreligieux entre l'Église catholique romaine et l'Église orthodoxe de Bulgarie, soulevés par la visite du Pape, ont été déçus. Les mouvements et partis nationalistes d'extrême droite demeurent une menace constante pour les non orthodoxes, en particulier pour les musulmans, les juifs et les Témoins de Jéhovah. Ces minorités religieuses utilisent tous les instruments juridiques disponibles pour lutter contre l'intolérance, les discours de haine et les violations des droits de l'homme perpétrées par ces mouvements. Heureusement, les tribunaux bulgares

se montrent de plus en plus indépendants face aux pressions politiques. En Bulgarie, l'avenir de l'État de droit et le respect des droits de l'homme, dont la liberté religieuse, sont donc entre les mains du pouvoir judiciaire.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution de la République de Bulgarie, https://www.globalhealthrights.org/wp-content/uploads/2013/09/Bulgaria_French.pdf ou DigiThèque MJP, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/bg1991.htm>
- 2 “Religious Denominations Act,” Legirel, <http://www.legirel.cnrs.fr/spip.php?article540&lang=fr>
- 3 Office of International Religious Freedom, “Bulgaria,” 2019 International Religious Freedom Report, U.S. State Department, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/bulgaria/>
- 4 Vldy Raichinov, “3,000 members required for a Bulgarian faith group to obtain judicial entity,” Evangelical Focus, 22 novembre 2018 http://evangelicalfocus.com/europe/4017/Bulgaria_religion_law_3000_members_required_for_faith_group_to_obtain_judicial_entity
- 5 Gregor Puppink, “Great victory for religious freedom in Bulgaria,” Human Rights Without Frontiers (HRWF), <https://hrwf.eu/wp-content/uploads/2019/01/Bulgaria2018.pdf>
- 6 Jehovah’s Witnesses, 20 mai 2019, <https://www.jw.org/en/news/jw/region/bulgaria/Supreme-Court-Victories-Protect-Religious-Freedom-for-Jehovahs-Witnesses-in-Bulgaria/>
- 7 “Bulgaria: Religious freedom concerns”, Office of General Counsel at World Headquarters of Jehovah’s Witnesses, Religious freedom concerns: Statement by the European Association of Jehovah’s Christian Witnesses, Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), 13 septembre 2017 <https://www.osce.org/odihr/340956?download=true>
- 8 Ibid.
- 9 Office of International Religious Freedom, “Bulgaria,” 2018 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/bulgaria/>
- 10 Jehovah’s Witnesses, 20 mai 2019, <https://www.jw.org/en/news/jw/region/bulgaria/Supreme-Court-Victories-Protect-Religious-Freedom-for-Jehovahs-Witnesses-in-Bulgaria/>
- 11 Statement of the Office of the Grand Mufti of Bulgaria at the OSCE/ODIHR HDIM in Warsaw, 24 septembre 2020, <https://www.osce.org/odihr/433727?download=true>
- 12 Balkan Insight, 5 juillet 2019, <https://balkaninsight.com/2019/07/05/bulgarian-muslims-condemn-islamophobic-attacks/>
- 13 Office of International Religious Freedom (2018), op. cit.
- 14 “Pope Francis begins visit to Orthodox Bulgaria and North Macedonia,” BBC News, 5 mai 2019, <https://www.bbc.com/news/world-europe-48167804>
- 15 ANS, 13 mars 2020, <https://www.infoans.org/en/sections/news-photos/item/9975-bulgaria-new-salesian-presence-in-stara-zagora-under-construction>